



Déclaration du SNUIPP

CAPD du 23 juin 2009

Cette année a été marquée par un ensemble de mesures régressives sans précédent :

- Suppression de 72h annuelles (soit 3 semaines entières) d'enseignement pour tous les élèves
- Mise en place d'une « aide personnalisée » en dehors du temps d'enseignement parallèlement à la suppression de 32 postes de RASED dans notre département dont la « sédentarisation » de certains aura des conséquences dramatiques sur l'ensemble des élèves en difficulté ainsi que sur le travail de tous les collègues
- Des nouveaux programmes rétrogrades organisant, à travers le socle commun, le tri des élèves
- Des évaluations nationales au CE1 et au CM2 dont la période de passation, le système de correction et le mode de publication remettent en cause, profondément, leur utilisation pédagogique ainsi que les fondements de l'École Publique dans son ensemble
- Dans le prolongement, les nouveaux livrets de compétences au CE1 et au CM2 apparaissant comme une parodie de validation des acquis mettant, à la fois, l'enseignant et l'élève face un système absurde ne reflétant pas la complexité des apprentissages.
- La modification des règles du mouvement à travers la circulaire mobilité du 6 novembre du 2008 qui remet en cause le paritarisme. A ce sujet, nous souhaiterions aborder plusieurs points qui n'ont pas été évoqués lors des CTP ou de CAPD. De plus, nous souhaiterions que l'administration fournisse, aux organisations syndicales, les documents suffisamment à l'avance et, aux collègues, des explications reflétant exactement ce qui a été évoqué en Groupe de travail ou CAP ne mettant pas en cause les syndicats.
- Une refonte totale de la formation des enseignants dont un projet de décret doit être publié, en force, sans attendre les conclusions des divers commissions et groupes de travail mis en place et qui aura des conséquences catastrophiques pour l'ensemble des acteurs et partenaires de l'Éducation Nationale.

Pour le SNUipp, ces mesures vont à l'encontre de la volonté, pourtant affichée par le Ministère, de voir l'échec scolaire se réduire.

Plus que jamais, la réussite de tous les élèves passe par un retour à 26 h d'enseignement hebdomadaire pour tous, un maître supplémentaire par école avec une prise en charge de la difficulté sur ce temps d'enseignement, des effectifs réduits et des RASED développés.